

Idexez-vous !

Idefi, Idex, Labex, Equipex, Comex... les doctorants ont vaguement entendu parler de ces objets universitaires non-identifiés. Pourtant, le flou autour des ambitions que recèlent ces jolies formules technocratiques reste complet. On sait peu de choses, ceux qui sont informés restent peu nombreux et en parlent peu. Les mobilisations ou réactions sont faibles voire inexistantes.

De quoi s'agit-il réellement ?

L'annonce a de quoi séduire : dans le cadre du Grand Emprunt national, l'ex gouvernement Fillon sous la houlette de Laurent Wauquiez a décidé d'attribuer des financements supplémentaires aux universités sur l'ensemble du territoire. L'objectif affiché est de créer des campus d'**EX**cellence, de renommée internationale et de redorer le blason parfois un peu terne de la recherche française.

Une fois ôté le vernis des belles intentions qui entourent cette annonce, on se rend compte qu'il s'agit simplement de soumettre l'ensemble de la recherche et de la communauté scientifique française à la logique du classement de Shangai. En réponse aux mauvais résultats des universités françaises dans ce classement, certains politiques ont développé une sorte d'obsession (une Idefix) : faire en sorte que huit universités françaises gravissent des marches et se rapprochent du peloton de tête. Les projets de huit campus ont ainsi été retenus: Aix-Marseille, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, Paris 7, la Sorbonne Nouvelle et les établissements du plateau de Saclay. Quant aux autres universités, et bien tant pis, elles n'ont pas su faire valoir une ambition digne de recevoir l'attention du gouvernement et les financements qui vont avec.

Dans le cadre de ce grand emprunt qui représente au total 35 milliards d'euros, le montant alloué à la recherche s'élève à 11 milliards. Les universités retenues ne recevront dans un premier temps que l'équivalent des intérêts de l'emprunt, soit environ 1 milliard. Ce milliard correspond à 4% du budget de l'Enseignement Supérieur. Dit autrement, les structures de l'Enseignement Supérieur resteront quasiment à budget constant.

D'une manière globale, les pôles universitaires vont devoir se fédérer, se restructurer, économiser. Il va falloir publier plus pour publier plus (et en anglais please), attirer des chercheurs internationaux d'universités situées en tête du peloton et pour cela il est parfois même envisagé de ne plus laisser la possibilité à un docteur d'être embauché dans l'université où il a évolué. C'est le cas notamment à Toulouse où en l'état du projet, il est prévu de passer le taux d'endo-recrutement tout simplement à 0%. Le statut de maître de conférences relativement protecteur pourrait laisser place à des contrats de recherche plus flexibles et bien plus précaires, du type des tenure-tracks anglosaxons. Pour des visionnaires, il s'agit là d'une excellence à oeillères.

Notons par ailleurs que pour arriver à de telles propositions, les maîtres de conférences, personnels, doctorants et conseils centraux des sites concernés n'ont été intégrés et consultés qu'à la marge dans les appels à projets qui ont émergé. A Toulouse, le modèle de gouvernance proposé dans l'actuel texte de l>IDEX (qui tend vers la création d'une Université de Toulouse et d'une école des docteurs) ne laisse que peu voire pas de place à la participation des personnels,

doctorants et jeunes chercheurs, il est aujourd'hui fortement remis en question.

Calendrier serré, opacité et silence complet autour du montage des projets, compétitivité à tout prix, promesses de financement en trompe l'œil... Hum hum, c'est nous ou il y a quelque chose qui ne va pas ?

Et pourtant, lors de la première phase de négociation, nous n'avons pu que constater la faible mobilisation des doctorants sur le sujet... d'où vient-elle ? Qu'en penser ?

Isolés, dispatchés, les doctorants sont peu informés des réformes qui ébranlent l'université. Tout comme la LRU, le projet s'est construit en catimini, empêchant ainsi toute réflexion préalable au dépôt de l'appel à projet. Peu avertis, les doctorants peinent à se mobiliser d'autant plus qu'ils investissent peu les collectifs ou les syndicats existants.

Malheureusement, cette faible mobilisation nous a renvoyé au climat de désillusion généralisée que vivent au quotidien les doctorants et jeunes chercheurs. La possibilité de devenir maître de conférences est faible, l'écart se creuse entre les financements alloués aux sciences dites dures et ceux alloués aux sciences humaines et sociales (renoncez à devenir maître de conférence en littérature!), la pression à la publication se fait plus intense... Comment dans un tel cadre peut-on envisager un avenir professionnel pérenne ?

Cette faible mobilisation nous renvoie à la dure réalité qui touche les doctorants et les jeunes chercheurs : la précarité est en effet devenue la règle. Cette précarité paralyse toute implication. Difficile de se sentir concerné par un avenir dont on se dit qu'on n'en fera pas parti alors même que les fins de mois, le travail de terrain, les déplacements nécessaires à nos recherches, le loyer, autrement dit tout ce qui constitue notre quotidien, n'est en rien assuré.

Cette faible mobilisation interroge bien évidemment notre capacité d'action. Comment se mobiliser ? Sur quel temps le faire ? Comment s'y prendre, nous qui sommes pris dans des logiques et temporalités souvent complexes et parfois contradictoires ?

Cette faible mobilisation a quelque chose d'amer. Parce que si les doctorants ne se révoltent pas ou peu, c'est qu'ils ont peut-être perdu l'espoir que les choses peuvent être différentes. Pourquoi se battre pour changer un système qui leur échappe ?

Cette faible mobilisation est symptomatique des problèmes et des transformations que subissent la recherche et l'enseignement supérieur. Mais elle a les défauts de ses qualités : tout reste à faire, tout est à réfléchir, tout est à dire, à diffuser. Aujourd'hui, les universités de Toulouse ont lancé une véritable phase de concertation autour de l'IDEX-UNITI. Les doctorants des divers sites universitaires se sont réunis et ont réussi à prendre part aux négociations. Bien plus, l'Université Paul Sabatier a mis en place un site afin d'assurer plus de visibilité et de transparence dans les décisions qui vont façonner la nouvelle université.

Aller jusqu'au bout de la lecture de cet article est donc une première étape. La deuxième, c'est de lire les projets qui concernent votre université, les compte-rendus des réunions qui ont été faits à ce sujet, de se tourner vers les doctorants avertis, les élus

doctorants, les collectifs existants, les syndicats, d'assister aux réunions d'information qui ont lieu sur vos campus, de tendre l'oreille, de rester vigilant aux annonces que fera la nouvelle équipe ministérielle sur le sujet, aux remaniements divers et variés déjà engagés comme la proposition d'abrogation de la LRU proposée récemment par le Sénat... S'informer pour informer.

La troisième étape est celle de l'expression.

EXprimons-nous. **EX**igeons la parole. **EX**pliquons de quoi ce projet retourne et la nature de sa logique profonde. **EX**hortons nos collègues à refuser que l'on décide pour eux et pour nous de quoi notre avenir de docteur sera fait. **EX**posons collectivement nos points de vues, nos idées et celles que nous nous faisons de l'Université.

Soyons fiers de nos formations et de notre métier. L'enseignement et la recherche doivent être au coeur de notre société et ne pas s'isoler dans une logique de compétitivité où tous ces projets en **-EX** veulent nous amener. Nous ne voulons pas de cette mise en concurrence forcée de nos universités. Nous n'acceptons pas cette précarisation grandissante qui entraîne les jeunes chercheurs dans une spirale d'**EX**clusion.

Au pays de l'Idex, les jeunes chercheurs ne vivent pas d'amour et d'eau fraîche. Idexez-vous!

Elsa Pibou, Fanny Lalleman, Agathe Roby-Sapin.